

Damas, le 30 mars 2011

Discours de Son Excellence Le Président Bachar al-Assad devant le Conseil du Peuple syrien

Je suis heureux de vous rencontrer et de vous parler encore une fois sous la coupole de votre Conseil, et, à travers vous, de m'adresser à mes chers compatriotes, les fils de la Syrie ; la Syrie qui suscite dans le cœur de chacun de nous amour et dignité ; la Syrie, cette citadelle imprenable par sa cohésion ; ce pays grand par ses gloires, fier par son peuple, dans chaque gouvernorat, chaque ville, chaque localité et chaque village.

Je m'adresse à vous à un moment exceptionnel, où les événements et les évolutions semblent mettre à l'épreuve notre unité et notre altruisme. Les circonstances font que cette mise à l'épreuve se répète en tout temps, sous l'effet des complots continus qui s'ourdissent contre notre patrie. Mais grâce à notre volonté, à notre cohésion et à la volonté de Dieu, nous réussissons formidablement à y faire face à chaque fois ; ce qui nous rend plus forts et plus résistants.

Celui qui appartient au peuple syrien a, et aura toujours, la tête haute. Je vous parle de mon cœur où se mélangent les sentiments de fierté d'appartenir à ce peuple, de gratitude envers l'amour et de l'honneur dont il m'a fait montre, de tristesse et de regret quant aux événements qui ont eu lieu et vis-à-vis des victimes parmi nos frères et nos fils. Mais ma responsabilité demeure celle de veiller à garantir la sécurité et la stabilité de notre patrie. C'est justement le sentiment immédiat qui me tient en ce moment.

Je sais parfaitement que mon allocution était attendue par les Syriens depuis la semaine dernière. Pourtant, j'ai mis intentionnellement du temps à la donner afin de compléter l'image qu'il y a dans mon esprit de la situation, ou du moins des principaux enjeux de cette situation. J'ai voulu que notre dialogue aujourd'hui soit loin des discours sentimentaux, qui réconfortent les esprits mais ne changent rien en réalité ; tandis que nos ennemis œuvrent à chaque instant, systématiquement et méthodologiquement, à saper la stabilité de la Syrie. Bien sûr, nous admettons l'intelligence de nos ennemis dans le choix des méthodes très sophistiquées qu'ils adoptent ; mais nous leur avouons également leur imbécillité dans le choix du pays et du peuple, où ce genre de complot n'aboutit à rien. Nous leur disons : vous n'avez d'autre choix que d'apprendre de vos échecs. Quant au peuple syrien, il n'a, lui, d'autre choix que d'apprendre de ses réussites.

Vous êtes au courant, mes frères, des grandes transformations que vit notre région depuis quelques mois. Ce sont des transformations considérables, d'une extrême importance, qui auront des répercussions sur la région tout entière sans exception, que ce soit dans les pays arabes ou au-delà. Ce qui concerne la Syrie.

Si nous examinons comment nous sommes concernés en tant que Syrie par tout ce qui s'est passé jusqu'à maintenant sur la scène arabe au sens large, nous dirons que ce qui a eu lieu renforce le point de vue syrien d'un angle très important, et exprime un consensus populaire. Et quand il y a un consensus populaire, il faudra que nous nous sentions réconfortés, que nous soyons en accord ou en désaccord avec certains points de ce consensus. En d'autres termes, l'état d'esprit des peuples arabes, lequel était marginalisé depuis trois ou quatre décennies, et peut-être plus, est redevenu au

cœur même des événements dans la région. Cet état d'esprit n'a pas changé malgré les tentatives de le dompter. Ce qui aura plusieurs effets.

Vous vous rappelez que dans nombre de mes discours et allocutions précédents, j'ai toujours parlé de la rue arabe, de la boussole arabe, de l'opinion du citoyen. De nombreux journalistes se moquaient parfois de ces propos. Des hommes politiques étrangers les refusaient en souriant. Et quand les pressions contre la Syrie sont devenues très fortes, on nous proposait des thèses aux antipodes de nos intérêts, incluant des complots contre la Résistance et contre les autres pays arabes. Ma réponse était la suivante : même si j'acceptais moi-même telle ou telle thèse, le peuple ne l'accepterait point. Si le peuple ne l'accepte pas, il me rejettera, et ce rejet constituera un véritable suicide politique. Mes interlocuteurs souriaient et me rétorquaient en des paroles incroyables. Aujourd'hui, après les événements, j'ai répété cette même réponse lors des rencontres que j'ai eues. Sauf que cette fois-ci tous mes interlocuteurs sont tombés d'accord.

Voilà l'aspect le plus important. Le deuxième aspect est que puisque les peuples arabes n'ont pas pu être domestiqués, et n'ont pas changé d'état d'esprit, l'action pour combler la division arabe devient plus exigeante pour nous à la lumière des nouvelles transformations, au cas où ces mêmes transformations suivront leur trajectoire voulue au niveau populaire pour enfin réaliser certains des objectifs escomptés.

Le troisième aspect concerne les aspirations des peuples arabes quant à leurs causes centrales, à la tête desquelles figure la cause palestinienne. Nous croyons, et espérons ne pas nous tromper, que ces transformations conduiraient à un changement dans le cours que la cause palestinienne a pris depuis plus de trois décennies : un changement d'un parcours de concessions en un parcours d'attachement aux droits. En tous les cas, nous croyons que les préludes que nous vivons aujourd'hui présagent un bilan positif.

La Syrie n'est pas un pays isolé de ce qui se passe dans le monde arabe. Nous sommes un pays qui fait partie de la région. Nous interagissons avec elle et subissons ses influences. Toutefois, nous ne sommes pas une copie des autres pays. Il n'existe pas un pays qui est identique en tout à un autre. Nous avons nos spécificités aussi bien à l'intérieur de notre pays qu'à l'extérieur.

Sur le plan intérieur, nos politiques ont été basées sur le développement et l'ouverture, ainsi que sur la communication directe entre le peuple et les citoyens et moi-même, quels que soient les points positifs ou négatifs, ce qui fut ou ne fut pas réalisé. Je parle ici en termes de principes généraux qui guident notre politique intérieure..

Quant à la politique extérieure, elle a été élaborée sur la base de l'attachement aux droits nationaux, au droit à l'indépendance et au soutien des mouvements de résistance arabes quand occupation il y a. Le lien entre la politique intérieure et la politique extérieure a toujours été le même mot d'ordre avec lequel j'ai commencé cette allocution ; c'est-à-dire que notre boussole dans tout ce que nous faisons est le citoyen. Ainsi, quand nous nous éloignons de cette boussole, serons-nous naturellement en déviation. Le rôle des institutions est de corriger cette déviation.

Ces deux politiques, ou leur somme, ont engendré un état d'unité nationale sans précédent en Syrie, lequel fut la cause, l'élan et le véritable moyen de protéger la Syrie lors des phases passées, et notamment pendant ces dernières années quand les pressions contre la Syrie ont commencé, et à

travers lesquelles nous avons pu éventer de très grosses mines qui furent posées sur le chemin de la politique syrienne. Nous avons sauvé le rôle pivot de la Syrie, ce qui n'a point réconforté nos ennemis.

Je vais tout d'abord examiner le complot avant de parler de notre situation intérieure afin que les chaînes satellitaires ne disent pas que le président syrien a considéré que tout ce qui se passe n'est qu'un complot extérieur. Nous devons donc examiner les enjeux un par un avant de les lier ensemble et d'en faire la synthèse.

Le renforcement du rôle pivot ou le maintien de ses principes refusés par les autres, pousseront les ennemis à tenter de le saper ou de l'affaiblir d'une façon ou d'une autre. J'ai toujours mis en garde contre les réussites, car elles peuvent donner le sentiment de tranquillité et de sécurité. Dans une bataille, on connaît son ennemi et ses plans, mais après la bataille on ne sait rien de ce qui est en train de se tramer. Ainsi, après chaque réussite, devons-nous travailler plus pour sauvegarder cette réussite et nous protéger contre tout complot qui pourrait parvenir de l'extérieur. Il n'est un secret pour personne que la Syrie fait aujourd'hui l'objet d'un grand complot dont les tentacules nous parviennent aussi bien de pays lointains que de pays proches, et même de l'intérieur du pays. Ce complot rebondit, non par sa forme mais par son timing, sur ce qui se passe dans les pays arabes.

La mode aujourd'hui est à ce qu'on appelle les révolutions, mais que nous ne considérons pas comme telles. Il s'agit dans la plupart des cas d'un état d'esprit populaire. Mais pour les ennemis, quand quelque chose a lieu, la couverture est toujours présente. Pour la Syrie, on nous parle d'une révolution par-ci et d'une révolution par-là, d'une réforme par-ci et d'une réforme par-là, de liberté et d'autres slogans. Les moyens sont toujours les mêmes. Ainsi, s'il y avait des réformateurs – et nous voulons tous des réformes, les gens marchent avec eux sans savoir ce qu'il en est véritablement. On a donc mélangé d'une façon très intelligente ces trois éléments. Je sais que la plupart du peuple qui nous écoute directement en ce moment et que vous représentez, connaît beaucoup de ces détails. Pourtant, je voudrais les examiner encore une fois afin de faire coïncider les concepts et les renseignements disponibles jusqu'à maintenant. D'autres informations apparaîtraient sans doute plus tard. On a mélangé, disais-je, trois éléments, qui sont la sédition, la réforme et les besoins quotidiens. La plupart du peuple syrien veut des réformes et vous êtes tous des réformateurs. La plupart du peuple syrien a des besoins qui ne sont pas satisfaits et nous discussions, disputes et critiques car les besoins de beaucoup de citoyens n'étaient pas satisfaits. Mais la sédition est entrée en jeu et a commencé à diriger les deux autres éléments et à s'en servir, car il est facile de récupérer beaucoup de gens qui ont manifesté au départ avec de bonnes intentions. Nous ne pouvons dire que tous ceux qui ont manifesté sont des comploteurs. Ce n'est pas vrai. Nous devons être réalistes et honnêtes.

Il est une évidence que les comploteurs sont toujours peu nombreux. Même nous, dans les institutions de l'Etat, ne connaissons pas la vérité, à l'instar de tout le monde. Nous ne comprenons pas les événements, jusqu'à ce que les actes de vandalisme contre les bâtiments publics dévoilent le véritable visage des choses. Quel est le lien entre la réforme et le vandalisme ? Quel est le lien entre la réforme et les assassinats ? Les chaînes satellitaires disent que nous croyons à la théorie du complot. Il n'y a pas de théorie de complot. Il y a bel et bien complot. Et le complot fait partie de la nature humaine. Certaines chaînes satellitaires ont annoncé des actes de vandalisme de certains bâtiments publics une heure avant que ceux-ci aient lieu. Comment ont-elles su ? Lisent-elles l'avenir

? Cela est arrivé à plusieurs reprises. Ainsi les choses commencèrent-elles à devenir plus claires. Il nous était difficile au début de lutter contre cela de peur que les gens ne méprennent notre lutte contre la sédition pour une lutte contre la réforme. Nous sommes pour la réforme et pour la satisfaction des besoins du peuple. C'est le devoir même de l'Etat. Mais nous ne pouvons accepter la sédition. Quand le peuple syrien a pu, grâce à sa conscience populaire et nationale, découvrir la réalité de ce qui se passait, les choses sont devenues plus faciles et la réponse n'a pas tardé. Les citoyens ont fait plus que l'Etat. Vous avez dû observer comment l'Etat s'était retiré et avait laissé répondre les citoyens, ce qui a permis un traitement idoine, sûr, loyal et patriotique ; et l'unité nationale a été très rapidement retrouvée en Syrie.

Nous ne savons s'il s'agit d'une phase préliminaire ou plutôt avancée. Mais ce qui nous préoccupe, c'est que le but final demeure d'affaiblir et de diviser la Syrie, d'aplatir le dernier obstacle face à la mise en œuvre des plans israéliens. Ce qui nous préoccupe c'est comment les plans sont mis en œuvre. Nous n'en avons que faire, en parlant de tous ces détails, de ceux qui nous écoutent et qui tenteront leur chance encore une fois d'une façon ou d'une autre en profitant des leçons tirées. S'ils échouent, ils développeront autre chose à partir de cette expérience. Si nous réussissons, nous devons nous baser également sur cette expérience. Plus d'une personne m'a conseillé de ne pas aborder ces détails et de rester dans les généralités. Toutefois, j'ai l'intention d'en parler comme d'habitude afin que notre dialogue soit transparent.

Nos ennemis ont commencé tout d'abord par l'incitation, laquelle a débuté de longues semaines avant les désordres en Syrie. Ils ont commencé par l'incitation à travers les chaînes satellitaires et l'internet sans grand résultat. Plus tard, lors de la sédition, ils sont passés à la falsification. Ils ont tout falsifié : les informations, les sons, les images. Ils ont pris l'autre côté, celui du communautarisme et du confessionnalisme. Des messages ont été envoyés aux téléphones portables mettant en garde cette communauté contre une attaque imminente de l'autre, et celle-ci contre l'agression de celle-là. Pour crédibiliser ces messages, ils ont envoyé des personnes cagoulées frapper aux portes de deux quartiers voisins de deux communautés, non pas différentes mais plutôt sœurs, pour dire à la première voici l'autre communauté qui est dans la rue, prenez garde et descendez vous aussi dans la rue. Ils ont pu ainsi faire descendre les gens dans la rue. Mais nous avons pu, grâce à notre rencontre avec les principaux acteurs, étouffer la sédition. Les ennemis ont rétorqué en prenant les armes et en tuant des personnes d'une façon aléatoire afin que le sang coule et que l'équation devienne plus difficile à démêler.

Nous n'avons pas pu encore découvrir toute la structure responsable. Une partie en est apparue. Mais il s'agit d'une structure très organisée qui profite du soutien de plusieurs groupes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, et de celui de groupes de médias, de falsificateurs, de témoins oculaires. Ce sont des groupes organisés d'avance. J'en donne uniquement une esquisse. Qu'en adviendra-t-il si ces groupes se consolident en une hiérarchie ? C'est ce qui nous préoccupe.

Ils ont commencé par Deraa. D'autres disent que Deraa est une province frontalière. Je leur réponds que si Deraa est effectivement une province frontalière, elle n'en est pas moins chère au cœur de chaque Syrien. Si elle n'est effectivement pas dans le centre de la Syrie, elle n'en est pas moins fidèle et loyale à la Syrie et à tous les Syriens. C'est ainsi que je la définis. C'est ce qui en est. Deraa est en première ligne de confrontation avec l'ennemi israélien. La première ligne défend les lignes arrière. Les provinces de Deraa, de Qunaytra et une partie de la province de Damas constituent la première

ligne qui protège les autres derrière. Personne ne peut, à partir de sa position, défendre la patrie et comploter contre elle. C'est absurde. Les gens de Deraa ne portent donc pas la responsabilité de ce qui s'est passé. Mais ils portent avec nous la responsabilité d'étouffer la sédition. Et nous sommes, ainsi que tous les citoyens syriens, avec Deraa.

Les gens de Deraa sont d'un patriotisme honnête et d'un arabisme authentique. Ils sont magnanimes, vaillants, dignes. Ce sont eux qui encercleront les petits groupes qui veulent semer le désordre et saper la cohésion nationale.

Les ennemis ont ensuite transporté leur plan dans les autres villes. Comme vous le savez, ils ont choisi Lattaquié et d'autres villes, toujours selon les mêmes moyens : assassinat, intimidation, incitation, etc. Nos instructions étaient claires qui interdisent de ne blesser aucun citoyen syrien. Mais malheureusement quand les choses se transposent dans la rue, quand le dialogue a lieu dans la rue en dehors des institutions, les choses deviennent naturellement chaotiques et tout devient réaction. Les erreurs du moment prennent la dominance et le sang coule. C'est ce qui s'est passé comme vous le savez tous : des victimes sont tombées.

Le sang qui a coulé est un sang syrien, notre sang qui nous préoccupe tous. Les victimes sont nos frères. Leurs parents sont nos parents. Il est nécessaire de rechercher les causes et les gens derrière, d'enquêter et de punir. Si une plaie a saigné, soit ; si cela est pour le bien de l'unité nationale et non pas pour la division, pour la force de la patrie et non pas pour sa faiblesse, pour frapper la sédition et non pas pour l'exacerber. Œuvrons rapidement pour faire cicatriser la plaie et retrouver la cohésion de notre grande famille. Gardons fort le lien d'amour entre les enfants de cette famille.

Ce qui se passe aujourd'hui ressemble dans certains de ses aspects à ce qui s'est passé en 2005. Il s'agit d'une guerre virtuelle. J'avais dit à ce moment-là qu'on voulait de nous de faire acte de soumission sans contrepartie, et ce au travers une guerre virtuelle, médiatique et cybernétique ; même si l'utilisation d'internet n'était pas à l'époque aussi répandue qu'aujourd'hui. On voulait que nous ayons l'impression que les choses étaient terminées et que nous n'ayons d'autre choix que de nous soumettre gratuitement et sans bataille. Aujourd'hui nous vivons exactement le même phénomène : il s'agit d'une défaite virtuelle de la Syrie longtemps planifiée. Mais la forme diffère. Le désordre cette fois-ci est motivé par le slogan de la réforme. Ce désordre et ces slogans conduiront à la division en communautés, en communautés agitées qui se heurtent entre elles pour qu'enfin se réalise la défaite virtuelle de la Syrie d'une autre façon. Grâce à la conscience du peuple, nous avons mis en échec la défaite virtuelle planifiée en 2005. Aujourd'hui, la situation est plus difficile, car internet est plus répandu et que les moyens qu'on utilise sont plus modernes. Toutefois, la même conscience du peuple était suffisante pour une réponse rapide. Je persiste pourtant à dire que nous ne nous contentons pas de ce que nous avons. Il nous faudra renforcer cette conscience nationale, car elle est le capital qui est à même de protéger la Syrie.

Reste une question essentielle. On parle des transformations dans la région comme si elles constituaient une vague. A chaque fois que nous posons la question à une personne, elle nous répond qu'il s'agit d'une vague qui s'estompera. Quels qu'ils soient les points positifs de cette vague, la question est : cette vague nous dirige-t-elle ou ce sont nous qui la dirigeons ? Quand cette vague arrive en Syrie, nous sommes directement concernés et nous nous devons de la diriger. Cette vague a une énergie que nous devons mettre à notre profit. Nous sommes actifs, non pas passifs.

De cette question, je passe aux réformes que nous avons annoncées jeudi après la réunion du Commandement national : celles qui concernent l'augmentation des salaires, les partis politiques et l'état d'urgence. Je voudrais essayer de vous expliquer comment nous réfléchissons à ces questions. Je n'ajouterai rien de nouveau, mais quand vous comprendrez notre réflexion, une harmonie nous réunira. J'observe, à ce propos, un manque de communication entre nous. Il faudra que vous compreniez pourquoi telle ou telle décisions sont prises. Nous avons un défaut de promotion. Des choses bien sont parfois mal perçues, ou bien perçues mais d'un autre point de vue. Si nous disons que ces réformes annoncées sont venues parce qu'il y a eu sédition, et que s'il n'y avait pas eu désordre, ces réformes n'auraient pas eu lieu ; cela revient à dire que l'Etat est opportuniste, qui guette les occasions. Ce n'est pas bien. Si nous disons que ces réformes sont adoptées sous les pressions d'une certaine situation ou sous la pression populaire ; cela montre une faiblesse. Il me semble que les gens qui habituent leur Etat à subir une pression intérieure, le rendent plus faible face aux pressions extérieures. Le principe est donc lui-même erroné. La relation entre l'Etat et le peuple ne doit pas être un bras de fer. Elle ne doit pas se baser sur la pression. Mais plutôt, cette relation devrait s'appuyer sur les besoins de la société qui sont ses droits. Il est le devoir de l'Etat d'écouter les besoins et d'œuvrer à leur satisfaction. Ces besoins ne sont pas des pressions. Ils sont des droits. Et quant le citoyen réclame ses droits, il est naturel et évident que l'Etat réponde présent volontiers pour les réaliser. S'il n'arrive pas à cet objectif, il devrait le dire dans les cadres de dialogue adéquats. C'est la correction que j'apporte à ces principes de gouvernement. La seule pression que subit le responsable, qu'il devrait sentir de lui-même, est celle de la confiance que les gens ont placée en lui, celle de la responsabilité qu'il porte, celle surtout maintenant de la conscience nationale du peuple dont nous sommes témoins. Cette conscience est sans précédent, qui nous a pris de surprise, comme elle l'a déjà fait à chaque fois. Ce sont des pressions qui nous poussent à vraiment réfléchir à comment rendre la faveur au peuple en améliorant la situation, en développant, en réformant ou en réalisant la prospérité.

Ce qui a été annoncé jeudi n'est pas une nouvelle série de décisions. Une décision ne peut être prise à deux reprises. Une décision se prend une fois pour toutes. Les décisions de jeudi sont celles de la Convention nationale de 2005. Nous les avons réitérées jeudi pour deux raisons. La première est liée à la crise, la seconde non. En tous cas, la raison principale en est notre besoin de réforme. Quand nous avons abordé ces mêmes points en 2005, la Syrie ne subissait pas de pressions. En 2004, lors du Sommet arabe de Tunis, qui fut le premier du genre après l'invasion de l'Irak, il régnait un état d'effondrement et de soumission aux Américains. Ceux-ci voulaient imposer aux pays arabes une entreprise de réforme et de démocratie. Nous avons lutté farouchement contre cette entreprise, nous l'avons refusée et mise en échec.

En 2005, disais-je, nous avons abordé ces mêmes sujets (réforme et démocratie), mais pour notre propre pays et selon nos propres principes. Les pressions contre la Syrie à l'époque n'étaient pas liées à ces thèmes. Elles étaient plutôt liées à la Résistance, à l'Irak et à d'autres questions de politiques étrangères. Mais elles n'en ont pas moins retardé notre démarche.

Quand j'ai parlé des trois éléments : la sédition, la réforme et les besoins, je voulais à ce moment-là que nous entamions un processus de discrimination pour savoir qui veut vraiment la réforme. Vous vouliez une réforme, nous étions en retard. Mais voici une réforme, ou l'ébauche d'une réforme, ou encore un signal de notre volonté de réformer. Nous voilà sur le chemin. Les autres seront excusés. La récente annonce des réformes n'a été qu'un simple facteur, car la conscience du peuple a été

suffisante pour apaiser les choses. Mais nous, en tant qu'Etat, voulions cette annonce réitérée pour savoir qui veut vraiment la réforme. Je répète que ces réformes n'auront sans doute pas d'effet direct sur la sédition. Celle-ci a besoin de la conscience du peuple. Car la réforme est un processus cumulatif dont les effets n'apparaissent pas immédiatement. Elle donne ses fruits plus tard. Mais en effet, on entend toujours dire que l'Etat fait des promesses de réforme sans jamais y tenir. Pour comprendre ce point, je vous exposerai rapidement la trajectoire du processus de réforme entrepris dès 2000.

En 2000, je suis venu devant ce même auguste Conseil à l'occasion de mon discours d'investiture et pour parler de réforme. A l'époque, personne n'en parlait. Je considérais que j'exprimais ce que voulaient les Syriens. Et c'était vrai. Mais nous n'avions pas à ce moment-là une idée claire des réformes. Deux mois plus tard, l'Intifada a éclaté et les complots se sont multipliés contre la Résistance. Ensuite, il y a eu les attaques du 11 septembre à New York dont on a accusé les Musulmans, l'Islam et les Arabes. Puis, il y a eu l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak et les complots contre la Syrie dont on voulait qu'elle paie le prix de sa prise de position contre l'invasion. Ensuite, vous savez ce qui s'est passé au Liban en 2005, et la guerre de 2006 et ses répercussions. Puis, la guerre contre Gaza à la fin de 2008. C'était donc une période de pressions. Ajoutez à cela quatre ans de sécheresse, lesquels ont fortement nui au programme économique. Il y a eu à cette époque un changement de priorités. Ceci est un point très important que nous devons tous connaître. J'en ai d'ailleurs parlé dans plusieurs entretiens avec la presse étrangère. Les événements que nous vivons nous ont donc poussés à changer nos priorités. Ce n'est pas une justification. Je ne justifie pas, mais explique les faits. Il y a des faits objectifs et d'autres non. La sécheresse par exemple est en dehors de mon contrôle. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas d'autres mesures permettant l'amélioration de l'économie. Ceux qui avaient dix ans en 2000, en ont vingt aujourd'hui. Ces générations ont le droit de savoir tout cela. Avec le changement de priorité, la première priorité est devenue la stabilité de la Syrie. Et nous vivons aujourd'hui une situation qui corrobore cette priorité. La situation et la priorité parallèles sont le niveau de vie. Quand je rencontre les gens, ils me parlent à 99 pour cent de niveau de vie. Et il y a bien sûr d'autres revendications.

A cause du retard pris sur les différents volets, l'aspect politique fut un tant soit peu négligé, à savoir les questions de l'état d'urgence, des partis politiques et d'autres lois. La raison en est parfois humaine. L'annonce d'une décision d'un parti peut être retardée d'un mois ou de plusieurs années, mais nous ne pouvons retarder le repas du matin d'un enfant. Nous pouvons parfois supporter une souffrance causée par l'état d'urgence, par d'autres lois ou par la bureaucratie, mais nous ne pouvons supporter la souffrance d'un enfant malade dont le père est incapable de payer les frais de soin. Ce sont des choses que nous vivons en continu. La question était donc une question de priorité. Cela n'empêche qu'en 2009 et 2010 au moins, les choses se sont améliorées. Il est devenu donc possible d'entreprendre la réforme voulue. C'est ce qu'a fait le Commandement national. Il a préparé un projet de loi concernant les partis politiques et un autre concernant l'état d'urgence. Mais nous ne les avons pas examinés. Nous ne pouvons donc pas dire que rien n'a été fait. Mais les choses sont parfois lentes à démarrer. Nous laissons au citoyen de juger si nous étions ou pas en retard. Mais au niveau des principes généraux, si nous ne voulions pas de réforme, nous ne l'aurions pas amorcée en 2005, et nous l'aurions adoptée seulement aujourd'hui sous les pressions. La réforme était donc annoncée. Et le problème est un problème de routine, de négligence, de retard et de lenteurs. Nous sommes des humains, enfants du même pays. Nous connaissons notre tempérament. Je voulais juste expliquer les choses afin que nous comprenions où nous en sommes exactement. La réforme est

positive sans aucun doute. Reste à savoir quel en est le contenu et ce que nous planifions précisément. Maintenant, les élections législatives s'approchent ainsi que les élections locales. Le gouvernement aussi était supposé démissionner à ce moment même. Nous pensions réunir la Convention nationale en 2011 pour apporter le sang nouveau nécessaire pour une nouvelle phase. Mais cette Convention a été ajournée car nous devons rendre des comptes quant à la mise en œuvre des décisions prises lors de la dixième Convention. Nous nous sommes dit, mettons ces décisions en œuvre d'abord tout en pensant à ce sang nouveau dans tous les domaines.

Ce que je voudrais dire de tout cela, c'est que la réforme n'est pas une mode saisonnière. Quand elle est le reflet de la vague que subit la région, elle devient néfaste quel que soit son contenu. C'est ce que j'ai dit lors de mon entretien avec le Wall Street Journal il y a deux mois de cela, quand la situation se dégradait en Egypte. On m'a posé des questions sur la réforme en Syrie et sur notre volonté de réformer. J'ai répondu que les réformes étaient déjà amorcées mais que nous avions pris du retard car nous avons besoin d'intention et de vision, sans lesquelles réformer serait une perte de temps.

Pour être franc avec vous, comme d'habitude, je vous dis que plusieurs responsables étrangers qui passaient par la Syrie voulaient savoir si le président était réformateur mais qu'il était empêché par son entourage. Je leur répondais qu'au contraire, ceux autour de moi me poussaient à la réforme. Ce que je voudrais dire c'est qu'il n'existe pas de véritables obstacles sur le chemin de la réforme, juste un peu de retard. Il n'est personne qui est contre la réforme, à part les intéressés et les corrompus que vous connaissez : une petite minorité qui n'existe plus. Une minorité que vous connaissez par les noms. Le défi maintenant est de savoir quel type de réforme nous voulons entreprendre. Il faudra donc éviter que le processus de réforme ne subisse les circonstances actuelles qui seraient passagères, afin que nous n'arrivions pas aux résultats contraires.

Pendant dix ans nous parlions de réforme. La réforme aujourd'hui devrait refléter ces dix ans passés et les dix ans à venir. Elle ne devrait pas être le reflet de la vague que nous vivons maintenant à l'extérieur et à l'intérieur. C'est comment nous pensons. Mais l'état actuel des choses pourrait à la fois les retarder ou les accélérer. Il faudra tirer les leçons et modifier la trajectoire. L'expérience tunisienne est d'un grand profit pour nous, plus que l'expérience égyptienne, car la Tunisie était un modèle de développement. Nous y avons envoyé des experts pour étudier cette expérience. Quand la révolte y a éclaté, nous avons pensé que les causes en étaient liées à la redistribution de la richesse, non pas dans le sens de la corruption, mais plutôt, et c'est ce que nous voulons pour la Syrie, dans le sens de la redistribution équitable des dividendes du développement.

En principe, nous ne pouvons survivre sans réforme. Ne pas réformer pourrait s'avérer dévastateur pour un pays. Le défi principal est de savoir quel type de réforme entreprendre. Là, l'ingéniosité des Syriens sera affirmée quand nous entamerons bientôt le débat sur les lois proposées. Dans ce cadre, la série des mesures annoncées jeudi ne vient pas de nulle part, car, comme je l'ai déjà dit, le Commandement national avait préparé il y a plus d'un an des projets de lois concernant les partis politiques, l'état d'urgence ou d'autre thème ; lesquels seront proposés au débat, puis aux institutions compétentes avant de les adopter.

D'autres mesures n'ont pas été annoncées jeudi, comme le renforcement de l'unité nationale, la lutte contre la corruption, les médias, l'emploi ; lesquelles sont à l'étude et seront annoncées une fois les examens pertinents achevés. Ces mesures ont été étudiées par le gouvernement sortant et



seront parmi les priorités du nouveau gouvernement. Je vous donne un exemple : parmi les mesures il y a l'augmentation des salaires, qui a été examinée lors d'une réunion de l'équipe économique. J'ai moi-même présidé la réunion en question. Nous avons examiné également une autre série de mesures économiques, dont seule l'augmentation des salaires fut annoncée ; le reste suivra.

A ce propos, et en dehors de mon discours, je voudrais faire mention de la question de la consolidation de l'augmentation des salaires et de la majoration de mille cinq cents livres. Le gouvernement a corrigé cette consolidation de sa propre initiative. Il avait reçu des plaintes et m'a transmis il y a une heure les amendements nécessaires pour résoudre ce problème. La vérité est que le gouvernement a fait cela de sa propre initiative et non pas selon des instructions qu'il aurait reçues. C'est ce dont je voulais informer les citoyens.

Les mesures qui n'ont pas été annoncées le seront dans un mois. Je préfère de ne pas les désigner pour le moment pour qu'elles ne restent pas lettre morte. Je demanderai aux autorités compétentes d'accompagner chaque mesure d'un calendrier. La décision reviendra alors au Conseil du Peuple, dans sa composition actuelle et future. Les calendriers sont nécessaires pour l'organisation de l'action voulue. D'autres me demandent d'annoncer un calendrier là maintenant devant de Conseil du Peuple. Mais le calendrier de la mise en œuvre d'une mesure est une question technique. Je risquerais de fixer un calendrier insuffisant, et exercer ainsi une pression qui aura raison de la qualité du travail. Il est de notre devoir de présenter au peuple syrien ce qui est mieux et non pas ce qui est le plus rapide. Nous voulons accélérer notre rythme mais non pas nous précipiter.

Certains diront sur les chaînes satellitaires que cela n'est pas suffisant aujourd'hui. Nous rétorquons que rien n'est jamais suffisant pour détruire notre Patrie. A ce propos, ne soyez pas en colère contre certaines chaînes satellitaires, car elles tombent toujours dans le même piège. Elles cherchent à nous brouiller et à bouleverser l'esprit du peuple syrien. La vérité est qu'elles appliquent le principe de la répétition du mensonge jusqu'à ce qu'il devienne vérité. Ces chaînes ont cru à leur propre mensonge et sont tombées dans leur propre piège.

Mes frères et mes sœurs, Dieu nous dit : « il se peut que vous ayez de l'aversion pour une chose, et elle est un bien pour vous. » Toutefois, nous sommes humains et ne pouvons aimer ce qui s'est passé, ni la sédition, ni le sang qui coule. Nous ne pouvons aimer les tensions. Mais les crises pourraient s'avérer positives si nous réussissons à les contrôler et à en sortir vainqueurs. Le secret de la force de la Syrie réside dans les nombreuses crises qu'elle a vécues tout au long de son histoire, et notamment depuis son indépendance. Ce qui lui a donné de la force et de l'immunité. Nous nous devons donc d'affronter les crises avec une grande confiance et une ferme détermination de vaincre. L'inquiétude pourrait aussi s'avérer un état positif qui nous stimule et nous pousse à marcher en avant, et non pas à fuir en avant. Quand nous marchons en avant, nous marchons avec confiance et équilibre. Quand nous fuyons en avant, nous nous égarons et nous chutons. Dans les temps de crises, nombreux sont ceux qui cherchent une solution coûte que coûte. Il nous est préférable de rester sans solution jusqu'à mettre la main sur bonne solution de notre problème. C'est là une des leçons que nous avons tirées des crises précédentes.

Etouffer la sédition est un devoir patriotique, moral et légitime. Celui qui peut étouffer la sédition et ne le fait pas, en fait partie. Le Coran nous dit « la sédition est pire que le meurtre. » Celui qui y est impliqué avec ou sans intention commet un meurtre contre sa patrie. Il n'y a pas de place pour celui qui se met au milieu. La question n'est pas celle de l'Etat, mais celle de la patrie. Le complot est

grand, mais nous ne voulons pas de batailles. Le peuple syrien est un peuple pacifique et prévenant. Mais nous n'avons jamais hésité à défendre nos causes, nos intérêts et nos principes. Si la bataille nous est imposée, bienvenue à elle.

Je voudrais rappeler le terme d' « effet domino », qui a été inventé lors de l'invasion de l'Irak, et ce quand les Etats-Unis ont considéré, sous l'Administration précédente, que les pays arabes sont des dominos et que des projets viendraient pour en faire vaciller le premier qui ferait tomber les autres. Mais c'est le contraire qui a eu lieu : leurs projets sont devenus des dominos ; nous les avons frappés et ils se sont écroulés l'un après l'autre. Le projet actuel tombera sans aucun doute.

Les chaînes satellitaires ont la mémoire courte. Je leur rappelle et répète que tout ce qui se passe ne fait pas forcément partie d'un complot. Qu'elles s'en rappellent.

Quant à vous, filles et fils de ce peuple glorieux, votre jalousie de votre patrie que vous exprimez chaque jour, et plus nettement lors des crises, et que vous avez exprimée lors des manifestations énormes sans précédent qui ont eu lieu hier dans tout le pays ; votre jalousie, disais-je, me donne plus de confiance et de force. Votre cohésion face à la sédition me donne plus de foi dans l'avenir. Vous avez scandé « par notre âme, par notre sang, nous nous sacrifions pour toi Bachar. » Il est plus correct de dire que c'est le Président Bachar qui se sacrifie pour sa patrie et son peuple.

Je répliquerais à vos slogans par celui-ci : Dieu, Syrie, mon peuple et c'est tout. C'est moi qui demeurerai le fils bienfaisant de ce peuple, le frère et l'ami fidèle de ces enfants, qui marchera avec eux, à leur tête, sur le chemin de la construction de la Syrie que nous aimons et dont nous sommes fiers ; la Syrie qui refoule ses ennemis.

Résistance, résistance.

Que la paix de Dieu, Sa clémence et Ses bénédictions soient sur vous.